

**COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
(CILSS)**

**COMMISSION EUROPEENNE
(CE)**

**PROGRAMME REGIONAL
"AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC PERMANENT POUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE" Phase III
(DIAPER III)**

MALI

**RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION
DIAPER III/AN III**

Pascal DELORME , Consultant CESD Communautaire
Sékou HEBIE, ECA/DIAPER III

Décembre 1995

TABLE DES MATIERES

<i>RESUME ET CONCLUSIONS</i>	<i>i</i>
<i>I - Evaluation de la campagne agricole</i>	<i>1</i>
1.1 Aspects institutionnels.	<i>1</i>
1.1.1 Animation locale	<i>1</i>
1.1.2 La composante nationale	<i>2</i>
1.2 L'enquête agricole	<i>2</i>
1.2.1. Aspects organisationnels	<i>2</i>
1.2.2 La technique	<i>3</i>
1.2.3 Le matériel d'enquête et de traitement.	<i>4</i>
1.2.4 La documentation et les publications	<i>5</i>
1.3 Le Système d'Information sur les Marchés à bétail.	<i>6</i>
1.4 L'animation locale	<i>7</i>
1.4.1 Relations de collaborations	<i>7</i>
1.4.2 Programme de sensibilisation.	<i>8</i>
1.4.3 L'Appui technique	<i>8</i>
1.5 Gestion des devis programmes	<i>8</i>
1.6 Mise en oeuvre des conditionnalités.	<i>9</i>
1.6.1 Le Comité de Sécurité Alimentaire.	<i>9</i>
1.6.2 Prise en charge des frais de collecte	<i>10</i>
1.6.3 Bonus Malus	<i>10</i>
<i>II. PROGRAMME D'ACTIVITES 1996/1997</i>	<i>10</i>
2.1. Les enquêtes	<i>11</i>
2.1.1. L'enquête agricole de conjoncture et stocks paysans (EAC)	<i>11</i>
2.1.1 Le système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail)	<i>13</i>
2.2. L'animation locale	<i>13</i>
2.2.1. Animation de la composante nationale	<i>13</i>
2.2.2. Appui technique aux enquêtes	<i>13</i>
2.2.3 Centrale d'information	<i>14</i>
2.2.4 Sensibilisation	<i>14</i>
2.2.5. Autres activités	<i>14</i>
2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge des frais de collecte	<i>14</i>
2.4 Budget	<i>14</i>
ANNEXES	<i>15</i>
Annexe 1: Texte portant création de la Composante Nationale	<i>16</i>
Annexe 2: Fiche synthétique "enquête agricole"	<i>17</i>
Annexe 3: Fiche synthétique "SIM Bétail"	<i>18</i>
Annexe 4 : Budget prévisionnel "enquête agricole et stocks paysans"	<i>19</i>
Annexe 5: Budget prévisionnel "Enquête SIM bétail"	<i>21</i>
Annexe 6 : Budget prévisionnel "Animation locale"	<i>22</i>
Annexe 7: Liste des personnes rencontrées	<i>23</i>

LISTE DES SIGLES UTILISES

ATS : Agent des techniques Statistiques
CMDT : Compagnie Malienne des Textiles
COC : Comité d'Orientation et de Coordination
CPS : Cellule de Planification et de Statistique
DNA : Direction nationale de l'Agriculture
DNSI : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
EAC Enquête Agricole de Conjoncture
SE Section d'énumération
FEWS : Famine Early Warning System
IA : Ingénieur Statistique
ITS : Ingénieur des techniques Statistiques
OHVN : Opération Haute Vallée du Niger
OMBEVI : Office Malien du Bétail et de la Viande
OPAM : Office des Produits Agricoles du Mali
PNVA : Programme National de Vulgarisation Agricole
PRMC : Programme de Restructuration du Marché Céréalier
TA : Technicien de l'Agriculture

RESUME ET CONCLUSIONS

ASPECTS INSTITUTIONNELS

La Composante Nationale, qui fonctionnait de façon informelle l'année dernière, s'est vue dotée d'un cadre réglementaire depuis le mois de novembre 1995. Ce cadre a permis de définir la composition et les objectifs assignés à la composante. Le secrétariat de cette cellule est assuré par l'animateur local, ce qui lui permet de jouer pleinement son rôle vis à vis des structures impliquées dans le dispositif.

La mission recommande que:

- d'ores et déjà une réflexion soit engagée afin d'assurer la continuité de l'animation dans la perspective de la fin du projet
- soit élaboré un projet de création d'une cellule d'analyse, qui pourrait être centrée au niveau de la C.P.S et dont le rôle principal serait de conserver et de centraliser les données (la centrale est en cours de transfert vers cette structure) et de valoriser les travaux de la composante nationale par la réalisation de publications "ad hoc".

ASPECTS TECHNIQUES

L'enquête agricole

Suite à la précédente mission d'évaluation:

- l'échantillon de l'enquête a été porté à 500 S.E et les questionnaires utilisés ont été refondus dans une optique de simplification,
- l'évaluation des stocks paysans a été réalisée par interview et étendue à l'ensemble de l'échantillon.

Les résultats de ces dispositions ne pourront toutefois être évalués que lorsque les résultats définitifs auront été publiés.

La mission a constaté une amélioration du taux de couverture de l'enquête prévisionnelle par rapport à la campagne 94/95. Ce taux est passé de 56 à 67 %. Il reste néanmoins des efforts à fournir dans ce domaine pour améliorer les prévisions.

En attendant l'évaluation technique des enquêtes agricoles (prévue courant 96 par le projet), un certain nombre de dispositions doivent être prises:

- renforcement du suivi national, à travers la poursuite des rencontres périodiques DNA/DNSI et extension de ce dispositif au niveau des régions pour améliorer l'organisation de la collecte
- renforcement du contrôle de la collecte grâce à une plus grande responsabilisation des cadres de terrain et l'adoption d'un dispositif formalisé des actions de contrôle.

Ces dispositions devraient permettre de décentraliser une partie des travaux et des responsabilités.

Concernant les publications, il est préconisé que:

- dans la présentation des résultats soient séparées les cultures principales des cultures secondaires dont le niveau de signification n'est pas certain,
- le calendrier de présentation des résultats soit revu afin de répondre aux besoins en terme de données sur la sécurité alimentaire au niveau régional CILSS,
- que soit établie une typologie des demandes, formulées par des utilisateurs extérieurs, afin de mieux cibler leur intérêt en terme de types de données et de pouvoir y répondre par des publications adaptées.

Le SIM bétail.

Le dispositif a régulièrement produit les informations, les cours du bétail ont été diffusés à la radio et à la télévision comme prévu.

Dans une optique d'appropriation du dispositif avec l'aide de professionnels (opérateurs économiques, groupements d'éleveurs, principaux utilisateurs de ces informations) et de transfert du coût de production vers ces structures, il a été retenu de les impliquer dès cette année, à titre expérimental, dans la collecte des données.

Ceux-ci recevront la formation nécessaire. L'évaluation de cette expérience en fin d'année devrait permettre de se prononcer sur la faisabilité de telles opérations.

Les dispositions devront être prises pour permettre de conclure sur ce test.

Le SIM Céréales.

Cette activité menée par l'OPAM, avec le concours financier du PRMC, a permis de suivre l'évolution des prix des marchés céréaliers.

Afin de mieux exploiter ce dispositif et de contribuer d'avantage à l'élaboration du bilan céréalier, il est envisagé que cette structure prenne en charge la collecte de données concernant les stocks privés, les importations et les exportations.

En relation avec l'animation locale, une adaptation du dispositif actuel pour répondre à ces nouveaux besoins, doit être étudiée et mise en place.

L'ANIMATION LOCALE

Les activités de l'animation locale se poursuivront autour de trois axes:

- Animation de la composante nationale, en appui à la CPS, particulièrement:
 - * organiser la réflexion sur l'internalisation de la coordination et la mise en place de la cellule d'analyse,
 - * finaliser le transfert de la centrale d'information,
 - * poursuivre les activités de sensibilisation,
 - * participer aux différentes instances travaillant dans le cadre de la sécurité alimentaire.
- Appui technique aux activités de collecte et d'analyse:
 - * appui à la mise en place du système de contrôle,
 - * appui à la refonte des manuels de procédure du traitement de l'enquête,
 - * appui au SIM céréales pour l'adaptation de son dispositif.

- Gestion des devis programmes, en accord avec les autres structures techniques chargées des enquêtes
- Coordination avec l'Equipe Centrale d'Animation.

MISE EN PLACE DES CONDITIONNALITES

Concernant l'internalisation du dispositif de collecte, la prise en charge de la contrepartie par l'Etat Malien a été réalisée, les fonds correspondants aux 27 % ont été entièrement libérés et mis à la disposition des enquêtes.

Pour la prochaine campagne, un montant de **21.836.000 FCFA** est prévu et a d'ores et déjà été inscrit au budget de l'Etat.

Concernant le Comité de sécurité alimentaire, le C.O.C (Comité d'Orientation et de Coordination du PRMC) joue le rôle de Comité de Sécurité alimentaire.

1.1.2 La composante nationale

La composante nationale qui fonctionnait de façon informelle jusqu'à cette année s'est vue dotée d'un cadre réglementaire depuis le mois de novembre 1995 (Cf. annexe 1). La présidence est assurée par la CPS et le secrétariat par l'animateur local. Outre les membres cités dans le texte, viennent souvent s'ajouter d'autres participants, notamment le SAP et le FEWS.

De janvier à décembre, 6 réunions de la composante ont pu être tenues avec une participation de 80 % des membres. Ces réunions permettent aux différents partenaires de présenter leurs informations sur le déroulement de la campagne. Par contre, hormis les comptes rendus réalisés par l'animation locale, il n'existe pas de document de synthèse permettant d'avoir une vue globale de la campagne. Chaque service (SIM céréale, SIM bétail, GTP AGRHYMET, SAP) produit déjà ses propres bulletins de suivi de la campagne avec les données dont ils disposent.

La composante nationale, en tant que structure de coordination, pourrait produire un bulletin de fin de campagne (du type bulletin FLASH) qui reprenne l'ensemble des informations sectorielles de chacun de ses membres. Cependant, il conviendrait de vérifier que cette nouvelle publication réponde à un réel besoin de la part des utilisateurs.

L'animation de la composante (convocations, rapports) revient à l'animation locale et si la CPS se trouve être une structure tout à fait indiquée pour jouer ce rôle, l'animateur devra veiller à un transfert progressif des responsabilités d'animation vers sa structure de tutelle.

1.2 L'enquête agricole

Par rapport à la campagne précédente, celle de 1995/1996 a vu une reprise presque normale des activités, ce qui s'est traduit par la publication au 15 octobre des prévisions de récolte.

1.2.1. Aspects organisationnels

L'enquête a été engagée avec retard suite à la mise en place tardive des fonds projets (4 juillet) et des fonds de contrepartie de l'Etat (fin Août). Néanmoins, on peut considérer que l'ensemble du dispositif était opérationnel à la mi-Août.

Au Mali, l'Enquête Agricole est placée sous la responsabilité conjointe de la Direction Nationale de Statistiques et de l'Informatique (DNSI) et de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA). Cette particularité a provoqué, par le passé et encore cette année, des dysfonctionnements dans les dispositifs de contrôles et de supervisions entraînant des retards notamment dans la transmission des fiches de l'enquête prévisionnelle. Si ce dispositif permet de bénéficier du personnel des deux services (complémentaire d'un point de vue des capacités) les responsabilités hiérarchiques entre les intervenants sur le terrain restent mal définies.

Conscient de ce problème l'animation locale a initié des rencontres périodiques au plus haut niveau, entre les deux Directions, afin de créer un cadre de concertation et de suivi des activités tout au long de la campagne. Ces réunions, qui se sont tenue régulièrement de Août à Novembre, ont permis de lever certains problèmes organisationnels.

I - Evaluation de la campagne agricole

Dans l'ensemble et si l'on se réfère aux recommandations effectuées lors de la précédente mission, on peut considérer qu'elles ont été largement suivies et appliquées.

D'un point de vue pratique, la mission d'évaluation/programmation avait été préparée avec soin:

- calendrier de rencontres prévus.
- documents préparatoires (rapports d'exécution et devis/programmes prévisionnels) fournis à l'arrivée.
- disponibilité de tous les acteurs aux séances de travail.

Cet aspect montre une certaine maturité du dispositif DIAPER et la volonté de réaliser un travail de qualité.

1.1 Aspects institutionnels.

Les différentes activités au Mali bénéficient d'un ancrage institutionnel relativement puissant et reconnu par tous. Les produits issus des différents dispositifs de collectes sont donc largement admis comme étant des références nationales en matière de source d'information sur la sécurité alimentaire.

Pour les prochaines années, l'activité principale dans ce domaine sera orientée vers l'ancrage de la cellule d'analyse qui doit à terme permettre de centraliser et de valoriser les données issues des différentes enquêtes et les informations produites par les membres de la composante nationale.

1.1.1 Animation locale

L'animation locale est placée auprès de la Cellule de Planification et de Statistiques (CPS) du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement, elle bénéficie de locaux mis à sa disposition par le ministère, ces locaux bien que rafraîchis par le projet, souffrent encore d'une alimentation électrique erratique.

L'animateur local assure pleinement son rôle de coordonateur du projet et de gestionnaire des devis programme. Il participe activement aux différentes instances consultatives en matière d'information sur la sécurité alimentaire (SAP, Comité Consultatif du SIM céréale). D'un point de vue technique, ses avis sont écoutés et sa connaissance des structures administratives lui permet de régler certains problèmes d'ordre organisationnels.

La réussite de cette mission prouve qu'en matière de coordination d'activités reposant sur des structures différentes, issues d'administrations différentes, le choix d'un ancrage relativement lointain des structures d'exécution proprement dites permet un travail efficace. Le rôle central joué par l'animateur, dans cette phase du projet, pose le problème de sa relève dans le cadre de l'internalisation du dispositif.

La mission recommande que soit d'ores et déjà engagée la réflexion devant assurer la pérennité de l'animation à travers la structure de tutelle.

Pour la prochaine campagne les Directions des deux structures ont décidé de reconduire le dispositif et de l'étendre au niveau des régions.

A l'heure actuelle, les ordres du jour de ces réunions sont proposés par l'animateur local et le secrétariat assuré à tour de rôle par les deux Directions.

1.2.2 La technique

L'enquête agricole 1994/1995

Concernant les résultats définitifs de la campagne 94/95, sur les 435 SE (Section d'énumération) tirées, le traitement après apurement a porté sur 407 dossiers soit 2027 exploitations, soit 93 % de taux de couverture.

L'ensemble des données (toutes les variables) ont été saisies, sur un programme développé par la DNSI (en remplacement de SP6) qui permet un meilleur contrôle des erreurs tant celles contenues dans les dossiers que les erreurs de saisies, par contre, ce programme n'est pas encore documenté ce qui devra être réalisé durant la prochaine campagne.

Le rapport de campagne a été publié en octobre 1995 et diffusé à 200 exemplaires.

Concernant cette publication, des améliorations sont possibles, notamment sur le plan adopté et les tableaux présentés.

Les recommandations pour améliorer ce rapport sont les suivantes:

- consacrer dans le chapitre des rappels méthodologiques une partie sur le calcul de l'erreur en indiquant au moins les coefficients de variation au niveau national et régional (les formules utilisées peuvent être annexées au document).
- dissocier dans la présentation les cultures principales des cultures secondaires dont le niveau de signification n'est pas certain, on peut aisément créer deux chapitres distincts.

Pour le calcul des erreurs, le document de référence utilisé est le rapport d'évaluation fait en 1991. A défaut d'existence d'un autre document, ce dernier ne constitue pas à proprement parler un manuel de procédure de traitement. Les formules développées sont laconiques et présentent même des erreurs de notation. Il est urgent qu'un document reprenant l'ensemble des procédures de traitement soit élaboré.

L'enquête agricole 1995/1996 (Cf. annexe 2)

Dans l'ensemble et malgré les retards, la situation s'est améliorée par rapport à la campagne précédente et au moment des prévisions 67 % des dossiers d'enquête ont pu être traités. Toutefois cette situation d'ensemble masque une forte hétérogénéité entre les différentes régions (de 35 % dans la région de Ségou à 80 % dans d'autres), avec des taux de couverture faible des régions très agricoles, où l'échantillon est le plus étendu et donc le dispositif plus difficile à mettre en œuvre.

Les améliorations ont porté sur:

- le tirage d'un nouvel échantillon de 500 SE et de 2500 exploitations.
- la refonte des questionnaires qui ont été allégés et améliorés. A ce titre, les problèmes qui subsistent concernent la fiche de dénombrement, essentiellement le dénombrement des ménages dans les exploitations.
- l'utilisation de l'ensemble des exploitations pour l'interview "stock paysans".

L'évaluation de ce nouveau dispositif ne pourra être réalisée qu'au moment de la publication des résultats définitifs.

On peut toutefois noter un problème au niveau de la base de sondage, en effet, après dénombrement de l'ensemble des exploitations d'une SE, on procède au tirage dans les seules exploitations agricoles, mais on extrapole avec la population totale (exploitations agricoles et non agricoles), ce qui conduit à une certaine surestimation des superficies surtout dans les régions à vocation agro-pastorale marquées.

Enfin, concernant les méthodes de prévision subsiste le doute sur la méthode d'interview, doit-on travailler par parcelle ou par spéculation et avec quoi doit-on réaliser la comparaison, sachant que la seule donnée fiable est la production totale d'une exploitation par spéculation.

Le dispositif terrain a utilisé le personnel prévu par le devis programme, mais compte tenu du retard encore important au démarrage de la campagne seules deux missions de supervisions nationales ont pu être réalisées cette année. La première a permis de régler les problèmes d'installations (mutations des agents, affectations des moyens de déplacement, qui sont des problèmes récurrents de l'enquête au Mali), la seconde était consacrée à la récupération des fiches de prévisions dans les régions à problèmes.

Compte tenu des coûts importants de ces missions, une amélioration sensible de l'enquête pourrait venir de la mise en place d'une véritable procédure de contrôle décentralisée qui limiterait le rôle des superviseurs nationaux au règlement des problèmes organisationnels et éventuellement à des contrôles légers de surveillance.

Cette transition, vers la responsabilisation de plus en plus grande des superviseurs régionaux repose en grande partie sur la capacité à régler de façon définitive le problème de hiérarchie qui existe entre le personnel d'enquête qui est placé sous l'autorité de tutelle de la DNA et le personnel de supervision issu de la DNSI.

Il faut cependant que la notion de contrôle soit clairement définie et qu'un cahier des charges soit fourni aux superviseurs pour pouvoir réaliser ces missions:

- adoption de fiches de contrôles (elles existaient, mais ont été abandonnées)
- définition d'un échantillon de contrôle sur la base de l'échantillon d'enquête
- définition d'une trame de rapport de contrôle que la supervision nationale devrait pouvoir consulter lors de ses passages.

1.2.3 Le matériel d'enquête et de traitement.

Sur le matériel roulant, il reste à livrer 50 mobylettes sur les 110 prévues par le devis programme, la DNA fait toutefois remarquer un déficit de 5 engins pour la prochaine campagne.

Enfin, un lot de 44 boussoles a été volé lors du précédent exercice et la demande a été faite pour les remplacer.

Enfin, pour le matériel informatique acquis pour le traitement des enquêtes, la configuration choisie (4 Mo de RAM) ne permet plus d'utiliser correctement les systèmes d'exploitations et les logiciels livrés avec ces machines qui sont donc obsolètes au moment de leur mise en service. *Une extension mémoire (au moins 12 Mo de RAM) est donc nécessaire.*

Tableau 1: Situation cumulée du matériel acquis au titre de DIAPER III

Désignation	Nbre acquis 94/95	Nbre acquis 95/96	Total	Observations
Matériel d'enquête				
Boussoles	45	16	61	44 volées
Rubans	73	14	87	
Pesons	107		107	1 volé
Calculatrices	15	10	25	
Imperméables		141	141	
Doubles rapporteurs	98		98	
Kits enquêteurs		141	141	
Kits contrôleur		43	43	
Equipement				
Mobylettes	60	50	110	
Micro-ordinateurs	3	1	4	
Fax	2		2	
Photocopieurs	1		1	
Machines à calculer	2		2	1 volée
Coffre		1	1	

1.2.4 La documentation et les publications

Concernant la documentation, le travail consistera avec l'aide de l'animateur local à reprendre les manuels de procédures et de traitement:

- *manuel du contrôleur,*
- *manuel de codification et d'utilisation du logiciel de saisie,*
- *manuel de traitement de l'enquête*

Concernant les publications outre les remarques déjà effectuées sur le fond, la mission a particulièrement insisté sur le respect des délais de publications des résultats définitifs, notamment vis à vis impératifs régionaux (réunion du Conseil de Ministres).

Cependant, le fait que les résultats sur les cultures irriguées ne peuvent être obtenus qu'en fin février, a conduit aux propositions suivantes:

- mi-octobre, publication des prévisions de récolte en cultures sèches,
- fin février, présentation des résultats définitifs sur les cultures sèches et les prévisions sur le riz,
- fin avril, publication des résultats définitifs de la campagne.

Cette année un rapport d'analyse sur l'ensemble des données de 1984 à 1993 doit être produit, les activités sont bien avancées et la publication prévue pour mi-1996.

Enfin, il apparaît que par rapport aux documents publiés, il existe une demande assez importante en terme de données émanant soit d'opérateurs économiques, soit de chercheurs. Afin de répondre à cette demande il est possible de concevoir d'autres types de publications, plus légères et plus synthétiques. Il a été demandé que soit réalisé une typologie des demandes (quel type de données, quel niveau d'agrégation et d'analyse) reçues actuellement soit à la DNSI, soit à la DNA. Ceci devrait permettre de définir éventuellement d'autres types de publications ou de diffusions.

1.3 Le Système d'Information sur les Marchés à bétail.

L'enquête "Suivi des Marchés à bétail" logée à l'OMBEVI a pu fonctionner correctement malgré le départ en formation des superviseurs centraux. La prise en charge d'une formation rapide en informatique de trois superviseurs nationaux a permis la poursuite de la saisie et du traitement de l'information.

Le dispositif est resté identique par rapport à la campagne précédente avec 20 marchés couverts, tout au long de l'année (Cf. Annexe 2). Cependant, l'OMBEVI a fait remarquer :

- qu'avec la stabilisation des problèmes de sécurité dans le nord, le marché de KIDAL avait repris de l'activité
- que suite à l'intensification des échanges transfrontaliers due à la dévaluation du franc CFA, les marchés de MENAKA, LERE, TONKA étaient en train de devenir des zones d'échanges très importantes

L'extension de l'échantillon n'a pas été prise en compte pour la campagne prochaine, cependant, si cette tendance devait se confirmer et dans la mesure où l'observatoire régional de suivi des marchés à bétail dans le cadre de l'opération couloir central pouvait se structurer convenablement, cette requête devrait être prise en considération.

Les résultats, bulletins radios et bulletins mensuels ont été régulièrement diffusés avec une demande croissante de données de la part des opérateurs économiques et de la presse écrite (6 à 7 journaux publient les bulletins hebdomadaires).

Concernant les bulletins mensuels qui permettent de suivre l'évolution sur le moyen terme, il semble que la diffusion soit un peu restreinte, aussi il a été demandé que la présentation de ces bulletins soit améliorée et que soit reprise l'évaluation des besoins en terme de diffusion.

Enfin, conscient qu'une extension sur des nouveaux marchés est nécessaire sans pour autant alourdir les frais de collecte, l'OMBEVI souhaite impliquer les professionnels du secteur bétail-viande dans la collecte des informations commerciales au niveau des marchés.

A titre expérimental, 8 professionnels seront formés à la collecte et participeront à la prochaine campagne. Cette approche, doit être correctement évaluée à la fin de la prochaine campagne, ceci aussi bien en terme de travail (régularité des collectes, régularité des transmissions) que de la perception de la part de ces professionnels du travail qu'ils effectuent.

Au titre des préoccupations de l'OMBEVI se situe le problème de transmission de l'information en temps utile, aussi la requête concernant l'installation d'au moins 5 BLU dans les marchés les plus enclavés a-t-elle été reconduite.

1.4 L'animation locale

L'animation locale est bien intégrée à l'ensemble des dispositifs de suivi de la sécurité alimentaire et peut donc mettre en oeuvre les synergies nécessaires à l'amélioration des produits DIAPER. A ce titre, l'animateur local participe aux réunions de concertation technique du SAP et du SIM céréale.

Ces deux structures, utilisatrices des produits DIAPER, sont aussi productrices de données. Elles soulignent le rôle clef joué par la composante nationale dans le suivi de la campagne.

1.4.1 Relations de collaborations

L'enquête "SIM céréale"

L'enquête SIM céréales est menée par l'OPAM avec le concours financier du PRMC. Etant donné que cette structure dispose d'un réseau sur les marchés (78 points de relevés) et de contacts permanents avec un certain nombre de commerçants (grossistes, demi-grossistes), il est possible d'obtenir des informations sur les stocks privés.

Les responsables du SIM sont disposés à participer aux efforts dans ce domaine afin d'améliorer les données entrants dans le bilan céréalier. L'animateur local est chargé d'étudier avec cette structure la conception d'une fiche de collecte qui pourrait être mise en service pendant la prochaine campagne.

La Direction Nationale de l'Elevage

Comme l'année dernière, cette structure a émis le vœu d'obtenir un appui technique et financier de la part de DIAPER pour réaliser une enquête pilote sur les abattages domestiques de cheptel, afin de pouvoir mieux maîtriser le bilan alimentaire concernant le bétail.

Le document produit propose une enquête test pour une durée d'une année afin de disposer d'une méthodologie fiable afin d'intégrer ces données à celles déjà collectées (effectifs du cheptel, exportations, abattages officiels).

Cependant, ce document dans sa partie financière, relève d'un appui déguisé au fonctionnement de la structure. Ce type d'étude pourrait être aisément menée pour des coûts inférieurs avec des partenaires locaux (Université par exemple).

Il convient néanmoins que l'ECA réponde d'une manière ou d'une autre à cette proposition.

1.4.2 Programme de sensibilisation.

Organisé avec la DNSI, ce programme a pour objectif de faire connaître les activités de l'enquête agricole, aussi bien chez les enquêtés que chez les utilisateurs de l'information.

Trois types d'actions ont été entreprises:

- création d'un logo "enquête agricole" et diffusion sur autocollants et T-shirts.
- création de sketchs publicitaires et diffusion à la radio en langues locales.
- réalisation d'un microprogramme pour diffusion à la télévision.

Ces activités seront poursuivies, notamment lors du lancement de la prochaine campagne, afin de permettre aux enquêteurs de bénéficier pleinement de l'effet retour vis à vis des enquêtés.

1.4.3 L'Appui technique

Outre les aspects organisationnels, l'animation, locale a participé activement à :

- la révision des questionnaires et aux missions de supervisions terrain
- la réalisation d'un contrat pour l'analyse des résultats de l'EAC pendant la dernière décennie qui devrait déboucher sur la publication d'un annuaire statistique
- la publication des résultats des deux enquêtes
- l'installation de la centrale d'information au niveau de la CPS, avec notamment la formation de l'agent qui sera affecté à cette centrale.

Pour la prochaine campagne ces activités devront se poursuivre avec notamment:

- l'appui à la DNSI/DNA pour l'élaboration des manuels de contrôles et de traitement des données*
- l'appui au SIM céréales pour l'adaptation de son dispositif (Import/Export, stocks privés)*
- la finalisation et la mise à jour de la centrale d'information.*

1.5 Gestion des devis programmes

L'animation locale a reçu le devis programme approuvé par le Comité directeur en fin Mars 1995. Ce devis a été complété (répartition des coûts) et signé par les parties contractantes pendant la dernière décade d'Avril. Le montant du devis s'élève à 98.247.818 F CFA dont 84.311.233 F CFA sur financement FED.

Au 31 octobre 1995, les dépenses totales s'élèvent à **46.276.181 F CFA** dont **13.936.585 F CFA** sur le budget Etat et **32.339.596 F CFA** sur budget FED soit un taux d'exécution de **52,2%**.

Tableau 2 : Niveau d'exécution du budget au 30/11/95 - Financement F.E.D.

RUBRIQUE	MONTANT INITIAL	MONTANT DEPENSE	MONTANT ENGAGE	TAUX D'EXECUTION
COLLECTE	37 680 395	24 298 145	24 298 145	64,48
Enquête Agricole	31 781 995	21 431 245	21 431 245	67,43
Suivi Marchés à Bétail	5 898 400	2 866 900	2 866 900	48,6
EQUIPEMENT	30 601 768	121 000	25 066 500	81,91
Enquête Agricole	25 966 768	-	20 445 500	78,74
Suivi Marchés à Bétail	4 500 000	-	4 500 000	100
Animation Locale	135 000	121 000	121 000	89,6
ANIMATION LOCALE	16 029 070	7 920 451	7 920 451	49,41
Salaire	3 902 340	2 064 431	2 064 431	52,9
Fonctionnement	6 535 000	3 123 820	3 123 820	47,8
Diffusion	3 291 730	1 197 200	1 197 200	36,37
Sensibilisation	2 000 000	1 500 000	1 500 000	75
Formation	300 000	35 000	35 000	11,66
TOTAL	84 311 233	32 339 596	57 285 096	67,94

La contrepartie malienne a été inscrite sur le Budget Spécial d'Investissement. Sa répartition entre les deux chapitres autorisés a fait l'objet d'une erreur de transcription au moment de l'élaboration du budget, ce qui a nécessité par la suite une longue procédure de régularisation. En définitive, le financement a été débloqué en Août et a servi principalement aux achats de carburants et à la réparation des véhicules et engins de terrain.

Tableau 3 : Niveau d'exécution - Financement Etat

RUBRIQUE	MONTANT INITIAL	MONTANT DEPENSE	MONTANT ENGAGE	TAUX D'EXECUTION (% sur engagement)
COLLECTE	13 936 585	13 936 585	13 936 585	100
Enquête Agricole	11 754 985	11 754 985	11 754 985	100
Suivi Marchés à Bétail	2 181 600	2 181 600	2 181 600	100
TOTAL	13 936 585	13 936 585	13 936 585	100

1.6 Mise en oeuvre des conditionnalités.

1.6.1 Le Comité de Sécurité Alimentaire.

Le Comité d'Orientation et de Coordination (COC) du Programme de Restructuration du Marché céréalier (PRMC) assume les fonctions de CSA depuis 1994. Les relations entre le COC et l'animation locale se limitent pour l'instant à des échanges d'information à travers notamment la participation de l'animateur local aux instances techniques consultatives. Les textes de restructuration du COC (en cours d'approbation) prévoient la participation de DIAPER en tant que membre à part entière.

Les responsables du COC soulignent l'importance des données DIAPER et surtout du bilan céréalier prévisionnel qui constituent pour eux la base de travail et de décisions en matière politique céréalière.

Cependant, bien que le COC soit en train de réfléchir à une vision plus large que la seule restructuration du marché céréalier et que les activités du PRMC soient en train d'être "internalisées" par l'Etat malien, cette structure ne constitue pas à proprement parler un Comité de Sécurité Alimentaire.

1.6.2 Prise en charge des frais de collecte

Le budget d'un montant de **21.836.000 F CFA** correspondant aux 40,4 % a d'ores et déjà été inscrit et voté par l'assemblée sur le Budget Spécial d'Investissement. Cette situation, semblable à l'an passé, traduit les efforts de l'Etat pour respecter la conditionnalité mais ne garantit pas la pérennité du système.

Par ailleurs, il faut souligner la difficulté croissante de l'exercice budgétaire, tel que réalisé à l'heure actuelle. En effet, les prévisions des Etats sont faites au mois d'Août et le budget DIAPER en Décembre. Avec la part croissante du financement national, il conviendrait que le budget puisse être arrêté dans ses grandes lignes au moment de cet exercice (du moins pour le montant global). Pour le prochain exercice une nouvelle approche devrait être proposée.

1.6.3 Bonus Malus

Les bons résultats obtenus pour cette campagne et la volonté affichée par l'ensemble des intervenants pour résoudre les problèmes tant techniques qu'organisationnels plaident pour l'attribution d'un bonus pour la prochaine campagne. Cependant, ces résultats ont été en grande partie obtenus grâce à la qualité du travail de l'animation locale qui ne reflète pas l'exacte maturité du dispositif national.

II. PROGRAMME D'ACTIVITES 1996/1997

Le système d'information sur la sécurité alimentaire au Mali fonctionne autour des principaux dispositifs suivants :

- l'enquête agricole de conjoncture et stocks paysans (EAC) placé sous la responsabilité de la DNA et de la DNSI
- le système d'information sur les marchés céréaliers de l'OPAM
- le système d'information sur les marchés à bétail de l'OMBEVI
- le système d'alerte précoce (SAP) chargé du suivi des zones à risques
- le suivi agrométéorologique assuré par la direction de la météorologie nationale
- et le suivi phytosanitaire conduit par le service de protection des végétaux.

Les services responsables de ces dispositifs sont les principaux membres de la composante nationale dont l'animation est assurée par la CPS avec l'appui de l'animateur local du projet.

Pour la campagne 1996/97, le système fonctionnera autour des mêmes dispositifs sur financements internes et externes. DIAPER contribuera au financement de l'enquête agricole, du SIM bétail et de l'animation locale. Le SAP et le SIM céréales seront financés par le PRMC.

Le détail des opérations prévues au titre de l'enquête agricole, du SIM bétail et de l'animation locale et leurs coûts sont données dans les paragraphes ci-dessous.

Il faut enfin signaler la volonté de la Direction de l'Elevage de contribuer davantage au système d'information à travers un projet d'élaboration de bilan animalier dont la réalisation est handicapée par le manque de financement. Elle a ainsi soumis pour la deuxième année consécutive à la mission d'évaluation/programmation une requête pour le financement d'une enquête test d'évaluation des abattages domestiques. Compte tenu des priorités d'action du projet DIAPER (centrées autour de l'amélioration du bilan céréalier), la requête n'a malheureusement pu être retenue pour financement par DIAPER.

2.1. Les enquêtes

2.1.1. L'enquête agricole de conjoncture et stocks paysans (EAC)

a) Rappel des objectifs et de la méthodologie

L'enquête agricole est réalisée conjointement par la DNSI et la DNA. Elle a pour objectif de déterminer :

- les superficies cultivées,
- les rendements moyens par type de spéculature
- les productions par région et par type de culture,
- les prévisions de récoltes céréalières en octobre de chaque année,
- les stocks céréaliers paysans avant récolte,
- les caractéristiques démographiques des exploitations agricoles,
- l'effectif du cheptel des exploitations,
- l'équipement et les dépenses de l'exploitation.

L'enquête couvre sept (7) régions administratives sur les huit (8) que compte le pays. Le niveau de représentativité des résultats est la région.

Il s'agit d'une enquête par sondage à deux degrés. Les unités primaires sont les sections d'ennumération (SE) et les unités secondaires sont les exploitations agricoles.

L'échantillon qui comptait 435 SE et 2175 exploitations en 1994/95 a été renouvelé et sa taille augmentée à 500 SE et 2500 exploitations lors de la campagne 1995/96.

Le volet stock paysan a concerné tout l'échantillon en 95/96 contrairement aux années précédentes où seul 50 % de l'échantillon était enquêté. La collecte des données se fait par interview.

Les prévisions de récoltes sont publiées en octobre et les résultats définitifs de production en mai.

L'évaluation du dispositif montre que les améliorations préconisés par la mission de janvier 1995 ont été prises en compte. Leurs impacts sur les résultats de l'enquête notamment celui du renouvellement et de l'extension de l'échantillon ne pourront être connus qu'à l'issue de la publication des résultats définitifs avec le calcul des marges d'erreur. Pour la campagne 1996/97, la méthodologie de l'enquête sera maintenue et la taille de l'échantillon fixée à 500 SE.

b) Axes d'amélioration pour 96/97

1. Amélioration du taux de couverture de l'échantillon pour les prévisions de récolte grâce à une meilleure organisation de la collecte. L'accent doit être porté sur une plus grande responsabilisation du niveau régional en matière de suivi et de contrôle de l'enquête.

2. Renforcement du contrôle de la collecte par :

- la remise en service des fiches de contrôle (celles-ci existaient mais ont été abandonnées) ;
- la définition pour chaque région d'un échantillon de contrôle sur la base de l'échantillon d'enquête ;
- la définition d'une trame de rapport de contrôle et de supervision régionale à transmettre régulièrement au niveau national.

Ces différentes mesures permettront surtout de minimiser les erreurs de collecte, d'améliorer les questionnaires et les programmes de formation recyclage.

3. Révision du questionnaire prévision de récolte :

Ce questionnaire sera revu pour que l'interview du paysan sur les productions réalisées et prévues soit faite sur la même base notamment la production par exploitation et par culture.

4. Amélioration des publications à travers les éléments suivants :

- consacrer dans le chapitre des rappels méthodologiques une partie sur le calcul de l'erreur en indiquant les coefficients de variation au niveau national et régional
- dissocier dans la présentation les cultures principales des cultures secondaires dont le niveau de signification n'est pas certain.

5. Elaborer un document sur les procédures de traitement des données

6. Publication des résultats définitifs au plus tard fin mars.

c. Moyens à mettre en oeuvre

Le personnel comprendra : 141 enquêteurs, 43 contrôleurs, 23 superviseurs (19 régionaux, 4 nationaux), 8 agents de saisies et deux informaticiens. Les enquêteurs et les contrôleurs recevront un cours de recyclage courant mai. Un accent devra être porté sur le contrôle. Un équipement complémentaire de 6 mobylettes et de 44 boussoles sera nécessaire.

Le dispositif recevra un appui de l'animateur local pour la révision éventuelle des fiches de contrôle, l'élaboration du manuel de traitement, l'organisation et la supervision des opérations.

2.1.1 Le système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail)

L'enquête suivi des marchés à bétail conduite par l'OMBEVI a régulièrement produit les informations. Les cours du bétail ont été diffusés à la radio et à la télévision comme prévu.

Pour la campagne 1996/97, le même dispositif sera reconduit et l'échantillon maintenu à 20 marchés. Toutefois, dans une optique d'appropriation du dispositif avec l'aide des professionnels (opérateurs économiques, groupement d'éleveurs) et de transfert des coûts de production vers ces structures, il est prévu de les impliquer dès cette année, à titre expérimental, dans la collecte des données. Huit (8) professionnels seront concernés par cet exercice. Ils recevront la formation nécessaire.

Sur le plan technique, la conception d'un manuel de traitement des données s'impose pour éviter les ruptures ou les retards dans l'exploitation des données consécutifs au mouvement de personnel comme cela a été le cas en 1994.

Les publications mensuelles devront être améliorées (présentation et contenu en terme d'analyse).

Enfin, il est prévu de renforcer la capacité de l'équipe par la dotation d'une mobylette, d'un photocopieur et de cinq (5) radio (B.L.U.) pour la transmission des données.

2.2. L'animation locale

Le programme d'activité de l'animateur local comprend :

2.2.1. Animation de la composante nationale

Cette activité sera menée sous la direction de la CPS. Compte tenu des résultats acquis ces deux dernières campagnes, il sera possible dès cette année :

- d'amorcer le processus d'internalisation de cette fonction par la CPS. L'importance de cette fonction est bien perçue par les autorités ;
- de réfléchir sur les possibilités de création ou de dynamisation d'une cellule d'analyse auprès de la CPS pour une meilleure valorisation des données;

2.2.2. Appui technique aux enquêtes

Ces appuis concerteront principalement :

- l'organisation et le suivi de l'enquête agricole à travers les réunions de concertation DNA/DNSI ;
- l'élaboration des manuels de contrôle de la collecte et de traitement des données de l'EAC ;
- l'élaboration des manuels de traitement des données du SIM bétail ;
- l'adaptation du dispositif du SIM céréale à la production des données sur les importations, les exportations et les stocks privés pour l'amélioration du bilan céréalier.

2.2.3 Centrale d'information

Il s'agira de finaliser le transfert de la centrale d'information de la DNA à la CPS, de collecter les données pour sa mise à jour et de définir un programme de travail pour l'agent chargé de sa gestion.

2.2.4 Sensibilisation

Les actions de sensibilisation entreprise l'année dernière en faveur de l'EAC seront poursuivis en début de campagne. Il s'agit de la diffusion du logo sur autocollant et tee-shirt, des sketchs publicitaires en langues nationales à la radio et du microprogramme à la télévision. Les supports de diffusion sont déjà disponibles.

2.2.5. Autres activités

L'animateur local assura enfin la gestion des devis-programmes et la coordination des activités du projet avec l'équipe centrale d'animation.

2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge des frais de collecte

Un montant de 21.836.000 FCFA a été inscrit et voté par l'assemblée nationale sur le budget spécial d'investissement pour la participation de l'Etat à la prise en charge des frais de collecte évaluée à 54.443.780 F pour les deux enquêtes (enquête agricole et SIM bétail). Ce montant représente environ 40,11 % des frais de collecte.

Il sera également utilisé pour les réparations et l'électrification des locaux abritant l'animation locale à concurrence de 1.664.000 F et à l'entretien du véhicule du SIM bétail (1.200.000 F).

2.4 Budget

Le budget prévisionnel est évalué à 86.974.666 F CFA soit 133.841 ECU. Il se réparti ainsi qu'il suit

- Enquête agricole : 47.815.780 FCFA (73581 ECU)
- SIM bétail : 21.978.000 FCFA (33821 ECU)
- Animation locale : 17.180.886 FCFA (26439 ECU).

Le détail de ces budgets figure en annexe.

ANNEXES

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE L'ENVIRONNEMENT

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

SECRETARIAT GÉNÉRAL *H*

N° - 0483

DECISION N° 95- /MDRE-SG
Portant création d'un cadre de concertation technique du Projet DIAPER III

LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu Le Décret N° 94-333 P-RM du 25 Octobre 1994 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le décret n° 95-097/P-RM du 27 Février 1995 ;

Vu La convention N° 5150/REG signée le 21 Juin 1993 entre la Communauté Economique Européenne (CEE) et le Comité Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) ;

Vu le Protocole d'exécution relatif à ladite Convention signé entre la Commission Européenne et le Gouvernement de la République du Mali le 07 Février 1994.

DÉCIDE:

ARTICLE 1 : Il est créé un cadre de concertation technique du Projet Amélioration des Instruments du Diagnostic Permanent pour la Sécurité Alimentaire Régionale (phase III)- DIAPER dénommé "Composante Nationale DIAPER".

ARTICLE 2 : La Composante Nationale DIAPER est chargée de la production coordonnée de données statistiques en matière de Sécurité Alimentaire. Elle réunit l'ensemble des services concernés par la production de statistiques sur l'activité "Agriculture-sylviculture-pêche".

ARTICLE 3 : La composition de la Composante Nationale DIAPER est fixée ainsi qu'il suit:

- Cellule de Planification et de Statistique du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement. : Président ;
- Direction Nationale de l'Agriculture : Vice-président ;
- Animateur Local du Projet DIAPER. : Rapporteur ;
- Correspondant National du CILSS : Membre ;

Annexe 2: Fiche synthétique "enquête agricole"

Nom de l'enquête	E.A.C (Enquête Agricole de Conjoncture)		
Maître d'œuvre	DNA / DNSI		
Partenaires extérieurs	Nom	Type de participation	% du Budget total
Partenaires nationaux	OHVN/ONVA CMDT	Equipement Matériel roulant	
Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgetaire
Enquêteurs à plein temps	141	141	Etat
Enquêteurs à temps partiels			
Contrôleurs Grade : TA 12, ATS 31	43	43	Etat
Superviseurs régionaux Grade : IA 12	19	19	Etat
Superviseurs nationaux Grade :	4	4	Etat
Agents de dépouillement/saisie	8	8	Etat
Informaticiens Grade : ITS	2	2	Etat
Analystes	4 H/mois		
Agent centrale information	1	1	Etat
Méthodologie et Type de tirage	Nom	Nombre prévu	Nombre après apurement
Niveau de signification	Région	7	
Unités du 1 ^{er} degré	S.E	500	P.M (après résultats définitifs)
Unités du 2 ^{ème} degré	Exploitations	2500	
Carrés de rendements		P.M	
Variables observées	Méthodes de mesures	Méthodes de traitement	Calcul de précision
Superficies	mesures	Saisie	
Prévisions	Interview	Saisie	
Production définitive	Carrés de rendements	Saisie	
Stocks paysans	Interview	Saisie	
Utilisations Intrants /matériel	Interview	Saisie	
Cheptels	Comptage	Saisie	
Autres	Dépenses	Saisie	
Résultats	Type	Date de parution	NB d'exemplaires
Prévisions	Rapport	Octobre 95	
Production définitive	Rapport	octobre 95	200
Annuaire statistique	en prévision		

Annexe 3: Fiche synthétique "SIM Bétail"

Nom de l'enquête	Suivi des Marchés à bétail		
Maître d'œuvre	Office Malien du Bétail et de la Viande		
Partenaires extérieurs	Nom	Type de participation	% du Budget total
Partenaires locaux	Nom	Type de participation	% du Budget total
Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Budget
Enquêteurs à plein temps	20	20	Etat
Enquêteurs à temps partiels			
Contrôleurs Grade : Vétérinaires	2	2	Etat
Superviseurs régionaux Grade :			
Superviseurs nationaux Grade : Vétérinaires (ingénieurs d'élevage)	1	1	Etat
Agents de dépouillement/saisie			
Informaticiens Grade : Technicien Supérieur d'élevage	1	1	Etat
Autres			
Méthodologie	Type	Nombre prévu	Nombre réalisé
Marchés	Marchés à bétail	20	20
Produits concernés	Ovins, Bovins, Caprins		
Fréquence des enquêtes	Hebdomadaire		
Durée de l'enquête		12 mois	12 mois
Variables observées	Méthodes de mesures	Méthodes de traitement	
Prix au détail de la viande des cuirs et des peaux	Interview	manuelles	
Quantité de bétail présent sur le marché	Comptage	manuelles	
Autres			
Résultats	Type	Date de parution	NB d'exemplaires
Bulletins radios	bulletin	chaque vendredi	10 (partenaires institutionnels)
Bulletin rapide			
Bulletins mensuels	Rapports	fin de chaque mois	20
Bulletins annuels	Annuaire	1 semestre	60
Autres			
Diffusion	Organismes principaux		

Annexe 4 : Budget prévisionnel "enquête agricole et stocks paysans"

DESIGNATION	COUT TOTAL F CFA	COUT TOTAL ECU	BUDGET D'ETAT F CFA
1. OPERATION DE COLLECTE			
1.1. Frais de personnel	19 209 000	29559	
Indemnité	15 270 000	23498	
Superviseurs: 23 x 20 000 F x 6 mois	2 760 000		
Contrôleurs: 43 pers x 10 000 F x 6 mois	3 870 000		
Enquêteurs : 14 pers x 10 000 F x 6 mois	8 460 000		
Agt centrale inform: 1 p x 15 000 F x 12 mois	180 000		
Frais de missions	3 339 000	5138	
Supervision nationale :	1 575 000		
(3 missions x 10 jours x 5 régions ; 1 mission x 8 jours x 2 régions : Gao, Tbctou, 7 500 F/j/superviseurs, 3 000 F/j/chauffeurs)			
Supervision régionale	1 764 000		
4 missions x 6j x 7 régions, superviseurs 7 500 F/j ; chauffeur 3 000 F/j			
Primes	600 000	923	
Traitemet et contrôle 2 agts, 100 000 F/an	200 000		
Saisie : 8 agents x 50 000 F	400 000		
1.2. Carburant et transport	9 377 280	15200	9 793 800
Transport	724 000	11151	370 000
Avion: 1 billet A/R Tombouctou	130 000		130 000
Avion : 1 billet A/R Gao	180 000		180 000
Train : 3 billet A/R x 20 000 F ; Kayes	60 000		60 000
Pirogue (Mopti, Gao, Tbctou) pour 24 enquêteurs x 12 A/R ; 11 contrôleurs x 6 A/R; 1 000 F par A/R.	354 000		
Carburant	9 153 280	14085	9 423 800
Supervision nationale :	772 200		1 248 000
3 missions x 3 000 Km x 0,2 1 x 390 F/j et 10% coût carburant pour lubrifiant			
Supervision régionale	1 681 680		1 528 000
4 missions x 700 km x 7 régions x 0,2 1 x 390 F/l ; 10% pour lubrifiant			
Contrôleurs : 20 1 x 43 x 6 mois x 430 F	2 218 800		2 218 800
Enquêteurs : 10 1 x 141 x 6 mois x 430 F	3 637 800		3 637 800
Carburant pour dénombrement des exploitants : 10 l/enq. et 10 l/ contrôleur	791 200		791 200
Carburant pour agent centrale d'information 10 1 x 12 mois x 430 F	51 600		
1.3. Impression et expédition doc. d'enquêtes	1 900 000	2924	500 000
Reproduction questionnaires (42 fiches, 2 500 exploitations, 15 F/fiches)	1 575 000		500 000
Manuel enquêteur 50 x 3500 F	175 000		
Frais d'expédition	150 000		
1.4. Entretien matériel	5 543 500	8533	6 498 200
17 motos x 40 000 F/motos	680 000		

DESIGNATION	COUT TOTAL F CFA	COUT TOTAL ECU	BUDGET D'ETAT F CFA
127 mobylettes x 26 500 F/mobylettes	3 365 500		
Véhicules	1 500 000		
1. Matériel de collecte	3 192 000	4912	
Boussoles : 44 x 60 000 F	2 640 000		
Kit enquêteur/contrôleur 184 x 3 000 F	552 000		
1c. Formation /Recyclage	4792 000	7374	
Enquêteurs et contrôleurs : 23 000 F/agent (5000 F transpt, 3000 F/j perdiem, 6j) x 184 agts	4 232 000		
Formateurs : 14 formateurs x 4 j x 10 000 F	560 000		
TOTAL OPERATION DE COLLECTE	44 515 780	68503	16 792 000
2. EQUIPEMENT	3 300 000	5078	
Moyen de transport : 6 mob x 550 000 F	3 300 000		
TOTAL GENERAL	47 815 780	73581	

Annexe 5: Budget prévisionnel "Enquête SIM bétail"

DESIGNATION	COUT TOTAL F C FA	COUT TOTAL ECU	BUDGET D'ETAT F CFA
1. OPERATION DE COLLECTE			
1.1. Frais de personnel	4 200 000	6463	
Indemnités	3 240 000	4986	
Superviseurs 1 superviseur x 12 mois x 20 000 F/mois	240 000		
Contrôleurs 2 contrôleurs x 12 mois x 15 000 F/mois	360 000		
Enquêteurs 20 agents x 12 mois x 10 000 F/mois	2 400 000		
Saisie et analyse 1 agent x 12 mois x 20 000 F/mois	240 000		
Perdiem supervision/contrôle	960 000	1477	
4 missions de 20 j chacune 1 sup x 20j x 7 500 F/j	600 000		
" 1 chauf. x 20 x 4 x 3000F/j	240 000		
2 missions de 8 j à Gao 1 sup x 8j x 2 x 7 500 F/j	120 000		
1.2. Carburants lubrifiants + transport	2 198 000	3382	1 644 000
Carburant (4 missions = 12 000 km) 12 000 km x 20 l/km x 275	660 000		
Vidanges lubrifiants 10% des frais de carburant	66 000		
Carburant moby. 20 mob. x 10l/mois x12 moisx 430 f/l	1 032 000		
2 billets A/R Bamako-Gao 180 000 x 2 missions	360 000		
4 billets A/R train Kayes 20 000 F x 4	80 000		
1.3. Impression des fiches et document forfait	670 000	1031	536 000
1.4. Entretien matériel	1700 000	2616	1 200 000
Engins à 2 roues 20 mobylettes x 25 000 F/an	500 000		
Entretien véhicule	1 200 000		1 200 000
1.5. Matériel de collecte	60 000	92	
20 calculatrices x 3 000 F	60 000		
1.6. Formation	600 000	923	
Formation de 8 professionnels x 5j x15 000 F/j/pers.	600 000		
1.7. Diffusion radio	500 000	769	
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE	9928000	15276	3 380 000
2. EQUIPEMENTS			
2.1. Moyens de transport	550 000	846	
Mobylettes	550 000		
2.2. Photocopieur	1 500 000	2308	
2.3. Radio (B) 15 000 000 x 5	10 000 000	15388	
TOTAL EQUIPEMENT	12 050 000	18543	
TOTAL GENERAL	21 978 000	33821	3 380 000

Annexe 6 : Budget prévisionnel "Animation locale"

Désignation	Nombre	Coût unitaire F CFA	TOTAL F CFA	TOTAL ECU	Contribution Etat
1. SALAIRES			4 265 156	6 563	
1.1. Rémunération			3 536 400	5 442	
Animateur local (net)	12	91 150	1 093 800		
An. local (prév. avancemt 8,75%)	12	7 976	95 712		
Indemnité Animateur local	12	110 000	1 320 000		
Secrétaire-cpble (net)	12	41 907	502 884		
S-Cptble (prév. avancemt 8,75%)	12	3 667	44 004		
Indemnité secrét-cpble	12	40 000	480 000		
1.2. Charges sociales			728 756	1 121	
Charges sociales AL (16% sal brut)	12	18 835	226 020		
Charges sociales SC (25% sal brut)	12	15 228	182 736		
Assurance maladie	2	160 000	320 000		
2. FONCTIONNEMENT			8 624 000	13 271	1 664 000
2.1. Carburant et déplacement			2 066 000	3 179	
Coordination Bamako	1000 l	390	390 000		
6 missions à 2500 km moy de 6j	3000 l	390	1 170 000		
Lubrifiants (10% carb véhicules)			156 000		
Billet avion A/R Gao (1 miss° 8j)	1	180 000	180 000		
Billet avion A/R Tbtou (1 miss° 8j)	1	130 000	130 000		
Train A/R Kayes (2 miss° 4j chac)	2	20 000	40 000		
2.2. Périème			594 000	914	
Animateur local (60 j)	60	7 500	450 000		
Chauffeur (48 j)	48	3 000	144 000		
2.3. Fourniture de bureau			900 000	1 385	
Fournitures (12 mois)			900 000		
2.4. Frais de communication (téléphone, fax et poste)			1 200 000	1 847	
2.5. Entretien, pièces, rechanges			3 464 000	5 331	1 664 000
Véhicules	1	1 000 000	1 000 000		
Matériel de bureau			800 000		
Bâtiment (nettoyage, réparat°, branchement électrique)			1 664 000		1 664 000
2.6. Assurances et vignettes			100 000	616	
3. DIFFUSION RESULTATS			3 291 730	5 065	
4. SENSIBILISATION			1 000 000	1 539	
TOTAL			17 180 886	26 439	1 664 000

Annexe 7: Liste des personnes rencontrées

BA Sadou Oumar	Directeur Adjoint OMBEVI
BANDIOUGOU Camara	Direction Nationale de l'Agriculture
COULIBALY Mory	CONACILSS
DIALL Ali	OMBEVI
DIALLO Ibrahim	Directeur adjoint de l'Elevage
DIARRA Salif	Chef de la cellule SIM céréale
FOFANA Souleymane	Chef de la Division Production Animale/Direction Elevage
Mme SIDIBE Fatoumata	Directrice Nationale de la DNSI
TRAORE Mamady	Directeur National de la Coopération Internationale Ordonnateur Nationale du FED
DIOP Abdoulaye	Cellule FED/Direction Nationale de la Coopération
DIALLO Souleymane	Directeur Adjoint de la CPS
DOUMBIA	Chef de Division à la CPS
SISSOKO	Directeur National de l'Agriculture
DIALLO Zima	Charge enquête agricole/DNSI
TRAORE Oumar	Secretarie Permanente du COC/PRMC
DASSE Mariko	Coordonnateur SAP
DOLO Guidéré	Informaticien /SAP
TOURE	Chef Section Statistique Animale/Direction Nationale de l'Elevage
FONTANA	Conseiller à la Délégation UE
MAHADY Fofana	Animateur Local DIAPER